

Métropole | Bordeaux Métropole : pour Alain Anziani, "la co-gouvernance n'empêche pas les choix"



Le second tour des élections municipales à peine digéré, le chamboulement vert et rose de la métropole bordelaise agite tous les regards, qui se tournent désormais vers la métropole, qui devra élire un nouveau chef de file en juillet. Deux camps s'affrontent : le futur nouveau maire de Bordeaux ne veut pas d'une poursuite de la co-gestion qu'il dénonce comme un "club de maires". D'autres, parmi lesquels Alain Anziani et Patrick Bobet, sont favorables à une alliance avec la droite. Les écologistes, troisième force en nombre de sièges, vont donc devoir se faire une place. Ce qui ne devrait pas se faire sans compromis...

La co-gestion, ce "club des maires" qu'a dénoncé Pierre Hurmic à de multiples reprises pendant cette campagne des municipales, a-t-elle encore un avenir ? Si, ce vendredi, le futur nouveau maire de Bordeaux sera officiellement élu, il y a un autre chantier sur lequel se tournent déjà tous les regards, c'est celui de la métropole. "Il n'a peut-être pas tort de dire ça, mais maintenant, il est maire. La loi prévoit une conférence des maires, la métropole est un établissement de coopération intercommunal. Qu'il soit pour une élection au suffrage universel, je peux le comprendre. Alain Juppé était aussi pour, mais il s'est rendu compte que ce n'est pas aussi simple", a souligné ce matin Alain Anziani, réélu maire de Mérignac après une alliance avec la candidate écologiste durant l'entre-deux tours, et l'un des potentiels candidats pour siéger dans le fauteuil.

"En 2014, on s'est mis d'accord avec Alain Juppé sur un contrat de mandature. S'il avait fermé la porte, beaucoup de verts auraient râlé. Je pense qu'il faut continuer de cette façon. Le jour où il y aura une élection au suffrage universel, ce sera peut-être caduque, mais nous n'y sommes pas. La seule fois où il n'y a pas eu de coalition, c'était après l'élection d'Alain Juppé alors qu'Alain Rousset était majoritaire. La gauche n'a pas voulu participer mais ça a duré six mois, après quoi tous les maires se sont dit qu'il valait mieux être associés aux décisions. Le souci d'efficacité de Pierre Hurmic, je le partage, mais je pense qu'on peut être efficace dans une structure de gouvernance où les choses sont claires dès le départ".

Politique et compromis

Les tractations actuelles, qui ont déjà commencé entre Alain Anziani et Patrick Bobet, précédent président de la

métropole, ont suscité de récents commentaires assez vifs de la part de Pierre Hurmic, qualifiant "l'alliance Bobet/Anziani" d'"ancien monde". Ces tractations sont précipitées, prématurées. Cela prouve que le vieux monde se sent menacé. Il faut que le futur président ou la future présidente de la métropole s'engage vers une nouvelle gouvernance non cogestionnaire". À la question de la personnalité qui pourrait l'incarner, le juriste avoue ne pas avoir écarté la possibilité de candidater, et menacé de "voter contre" si une cogestion devait se dessiner. "Je peux me tromper, mais j'ai la conviction qu'il existe des socialistes modernes et que tous ne seront pas derrière Alain Anziani".

La situation du deuxième tour a évidemment redistribué les cartes de la métropole, 17 communes sur les 28 étant désormais en rose et vert, les onze restantes restant à droite ou au centre. Sauf que le groupe de droite, Communauté d'Avenir, majoritaire il y a encore quelques mois, passe de 62 sièges à 38. Le PS, lui, en a 32, les verts 29, le PC 4 et NPA un. La majorité métropolitaine, à 53 voix, est donc largement incertaine : si les socialistes en viennent à suivre Alain Anziani, le PS pourrait bien être obligé de s'allier... à droite, ce qui risquerait évidemment de faire mauvais genre et d'être perçu comme une alliance pour contrer les écologistes. On comprend donc bien la logique du "compromis" annoncée.

Ce matin, au moment de présenter ses propres "propositions pour un contrat de coopération métropolitain", l'ancien sénateur socialiste n'y va pas par quatre chemins. "C'est sans doute dans l'ADN même d'une intercommunalité que de faire travailler les communes ensemble, quelles que soient les couleurs politiques. La co-gouvernance n'empêche pas les choix. S'il y avait demain une majorité purement monolithique et de même couleur, je ne pense pas que ça accélérerait les choses. Il faut avoir une vision métropolitaine mais ne pas effacer les communes. À chaque fois, les maires se sont mis d'accord. On ne va pas exclure des habitants parce qu'ils n'ont pas la même sensibilité politique que d'autres. La politique, c'est une suite de compromis, sinon ça n'existe pas. Faire des compromis, ça correspond tout à fait à la culture des écologistes. Je ne vois pas une métropole qui deviendrait un bunker, elle doit être en mouvement. Je lui reproche d'ailleurs d'être trop lourde, trop fermée. Demain, il faudra l'ouvrir et mettre davantage ses habitants dans les processus de décision".

Pas de glissement sémantique ni de candidature claire et nette (bien qu'aucune porte n'ait vraiment été fermée), mais un petit rappel d'usage lourd de sens vient tout de même boucler le tout : "Noël Mamère a été lui-même dans la cogestion. Clément Rossignol-Puech (le nouveau maire de Bègles) l'est aussi. Les verts ne peuvent pas être heurtés par ce modèle, ils l'ont pratiqué pendant des années. Les écologistes ont toute leur place à la métropole. On a pu constituer des majorités avec des écologistes dans beaucoup de communes, c'est à eux de décider, mais comment peut-on être écologiste et condamner une gouvernance commune ?".

"Tout le monde a besoin de tout le monde"

À l'intérieur de ses "propositions" qui sont en fait de grands axes communs, la transition écologique est placée en premier, comme "une évidence" pour l'élu. "La métropole devra faire preuve d'audace dans ses propres choix énergétiques pour ses transports comme pour ses bâtiments". Mobilité, développement économique (y compris de l'aéronautique, sujet clivant s'il en est pour les écologistes...) et urbanisme viennent prolonger la marche, qui se termine par un "désenclavement de la rive droite à finaliser. Une Opération d'Intérêt Métropolitain favorisera l'attractivité de la rive droite sur des thèmes à définir (économie du fleuve, énergies renouvelables...)".

L'administration, enfin, devra être "plus déconcentrée", notamment avec un directeur général des services spécifiques et non plus également affilié à la mairie de Bordeaux. Mais au moment de se retrouver au carrefour, la conclusion d'Alain Anziani, malgré des contraintes financières annoncées comme "très fortes", est sans appel : "Tout le monde a besoin de tout le monde (...) Je n'ai pas d'adversaire, je n'ai que des futurs amis". Si le tout ressemble fortement à un appel du pied un brin pudique, les propositions du maire de Mérignac ont en tout cas été envoyées "à Pierre Hurmic, à Patrick Bobet et à d'autres". La désignation du nouveau chef de file de Bordeaux Métropole est attendue pour le 17 juillet.

L'info en plus : Pour revoir le bilan des résultats sur Bordeaux, la métropole et la Gironde, [rendez-vous ici](#). Pour en apprendre plus sur l'ambiance du côté de l'équipe du futur maire de Bordeaux au soir du second tour, [c'est par là](#).



Romain Béteille

Crédit Photo : RB

Publié sur [aqui.fr](#) le 01/07/2020

[Url de cet article](#)